



Assassinat raciste de Trappes : la critique des médias est légitime, mais pas l'entrave au travail des journalistes

L'assassinat raciste de Trappes a conduit ces derniers jours, dans les rassemblements d'hommage partout en France et dans les médias traitant de cet attentat, à de nombreuses expressions publiques pointant la responsabilité de certains médias dans la libération de la parole raciste.

Sur le terrain, cela s'est traduit samedi 24 octobre par l'éviction de deux journalistes de BFM TV violemment prises à partie lors de la cérémonie d'hommage à Pengo Bossio Wangi et aux victimes blessées de l'attentat, un rassemblement organisé par l'opposition LFI de la municipalité de Trappes et par le « Comité vérité et justice pour Adama » (d'autres hommages étaient organisés par la majorité municipale).

Dénoncées par erreur par des participants comme journalistes de Cnews, nos consœurs ont été bousculées et expulsées du rassemblement par la foule aux cris de « *Vous avez du sang sur les mains* ». Des journalistes de TF1 ont ensuite été accusés d'être « *contents et excités* » par l'assassinat de Pengo Bossio Wangi.

GRAVE IMPACT SUR LA VIE RÉELLE

Cela s'est produit à l'issue de nombreux discours prononcés lors de cet hommage, où les médias dans leur ensemble ont été accusés par plusieurs militants d'« *armer le terroriste de Trappes* », d'« *accueillir le fascisme sur les plateaux* », ou encore de « *mettre une cible dans le dos des musulmans et des personnes racisées* ».

CFDT-Journalistes pointe elle aussi la responsabilité de certains médias dans la montée du racisme en France, quand ils banalisent les mots et les discours de l'extrême droite sur leurs antennes ou dans leurs pages, permettent la violence verbale et le racisme désinhibés, rarement contredits. Ce faisant ils ne décrivent plus avec honnêteté un pays mais attisent des haines, n'analysent plus un mal-être avec équilibre, et n'appliquent qu'un seul prisme, la partialité.

CFDT-Journalistes est hautement consciente de l'impact très grave de ces dérives sur la vie réelle des personnes injustement stigmatisées.

En revanche, les violences physiques et verbales que subissent les reporters de certaines télévisions, et par capillarité parfois de tous médias, ne sont pas acceptables. Pendant que le défouloir politique se déroule en plateau, nos collègues sur le terrain sont devenu·es des cibles, bousculées et insultées, le point de mire de la colère populaire dans la vie réelle.

Pour ces dernier·es, cela se traduit par des conditions de travail fortement dégradées qui les affectent personnellement (physiquement et psychiquement) et qui entravent leur mission. **CFDT-Journalistes dénonce ces violences avec force et invite quiconque à s'y opposer.**

La critique légitime et salubre des médias par les organisations politiques, associatives, ou les individus, sera d'autant plus audible qu'elle évitera les amalgames dangereux, pour mettre tous les médias et tous leurs contributeurs « dans le même sac ». Argumentée, circonstanciée, cette critique évitera par là même de s'en prendre de façon indifférenciée au travail des journalistes sur le terrain ou en ligne, et évitera de remettre en cause le principe fondamental de la liberté de la presse.

SOUTENIR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

CFDT-Journalistes appelle les organisateurs et participants aux rassemblements à veiller à ce que les journalistes présents sur place soient respectés dans leur travail, et appelle tous les auteurs d'une parole publique sur les médias à faire preuve de discernement dans leurs attaques et de soutenir la liberté de la presse.

Quiconque a le droit d'exprimer sa colère contre certaines dérives, mais s'en servir politiquement en désignant à la vindicte des boucs émissaires n'est pas à la hauteur des enjeux. S'en prendre physiquement aux salariés des médias ne fera pas avancer le débat démocratique ni la lutte contre le racisme dans notre pays.

CFDT-Journalistes appelle les directions de médias à prendre conscience de l'impact de leur ligne éditoriale sur les conditions de travail de leurs salariés et à les protéger en engageant un travail collectif autocritique, afin de retrouver un paysage médiatique renouant la confiance avec les citoyens.

Paris, le 27 octobre 2026

contact@cfdt-journalistes.fr



Pour ne pas contribuer à la propagation des idées de haine, sciemment ou non, CFDT-Journalistes a édité un livret de ressources et de conseils :

« Face à l'extrême droite, plus que jamais journalistes »

À télécharger, plus que jamais !

